

Répression de la marche pacifique des opposants samedi

# La police s'en prend aux journalistes

Par Sophie Beuve Mery

**L**a violence aveugle des forces de répression anti-démocratiques d'Ali Bongo vient de monter d'un cran. Elle ne se contente plus de la chasse aux opposants, aux syndicalistes, aux leaders étudiants et aux membres de la société civile. Elle vient de s'abattre sur les journalistes Jean Rovys Dabany (appelé affectueusement JR), correspondant de l'Agence France-Presse (AFP), et Armand Mba, exerçant à Radio télévision Nazareth (RTN), samedi dernier.

En plein exercice de leur profession, ces confrères ont été sauvagement tabassés par les policiers. Et pourtant, le journaliste de l'AFP avait bien son badge et sa camera pour montrer qu'il était venu faire son travail. « *J'ai été entouré et tabassé par sept agents. Ils m'ont menotté, marché dessus avant de me jeter dans leur camion* », a déclaré JR. Les journalistes s'en sont tirés avec des traumatismes corporels, des douleurs dorsales et vertébrales.

Et pourtant, le 7 juin, le gouvernement avait organisé un séminaire de formation entre agents de forces de sécurité et les professionnels des médias en collaboration avec des agences des Nations unies et l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), en prélude à l'élection présidentielle. Ce séminaire qui avait pour objectif de sensibiliser les deux camps pour un travail plus harmonieux n'a donc accouché que d'une souris. Les forces de l'ordre à la botte du



Le journaliste de l'AFP, Jean Rovys Dabany, soutenu par ses confrères

pouvoir ne comprennent qu'un seul langage, celui de la répression aveugle. Elles n'ont rien retenu des conclusions des dudit séminaire, car elles semblent être formées non pas à protéger les populations civiles, mais plutôt pour les mater pour pérenniser des pouvoirs autocratiques et vermoulus. A beau chasser le naturel, il revient au galop.

Depuis que cet incident s'est produit, une certaine frilosité règne au cabinet d'Ali Bongo. Mais les journalistes comptent porter plainte pour éviter que de tels actes n'aient la vie longue au Gabon.

Le passage à tabac du correspondant d'un média international vise à empêcher la diffusion à l'étranger des informations compromettantes sur le pouvoir gabonais. Mais aussi des images de la mobilisation du peuple gabonais derrière les leaders de l'opposition, contre la candi-

dature d'Ali Bongo, au moment où ce dernier organise des démonstrations de force à coups de billets de banque.

Le verrouillage des moyens d'information et de communication, c'est le planque le pouvoir ourdit. Le jour du dépôt de la candidature d'Ali Bongo à la commission électorale, la connexion Internet avait été brouillée pendant des heures, afin d'empêcher la circulation des images des incidents ayant émaillé le meeting qui avait suivi.

Si par extraordinaire la candidature d'Ali Bongo était validée par la Cour constitutionnelle, le pouvoir compte en user ainsi le soir du scrutin afin que les vrais résultats des urnes ne fuirent pas. Les méthodes des régimes du Tchad et du Congo-Brazzaville inspirent bien des gouvernants désormais.

## Des leaders accompagnés de leurs enfants

Par SBM

**L**ors de la marche, deux candidats se sont distingués de par leur engagement. Léon Paul Ngoulakia et Bruno Ben Moubamba étaient accompagnés de leurs familles. Malgré les bombes lacrymogènes, ils n'ont pas reculé. Voici une image qui vient tordre le coup à la thèse souvent avancée, selon laquelle les opposants exposent les enfants des autres aux balles des policiers, des gendarmes et des militaires, alors qu'ils ont mis en planque les leurs à l'étranger. Au péril de leur vie, ces leaders de l'opposition ont décidé de prendre des risques



avec leurs enfants par amour de la patrie et le peuple. Ce bel exemple doit servir d'école aux autres leaders politiques. Voilà des parents qui sensibilisent

leur progéniture à la réalité gabonaise et au terrain périlleux que constitue leur combat. Car c'est aussi pour eux qu'ils se battent.